

# Les sociaux-démocrates récupèrent la patate chaude

Allemagne Le SPD doit donner son aval, ou non, à l'accord sur la migration.

Sébastien Millard  
Correspondant à Berlin

Elle se pensait sortie de l'ornière, appelant dès mardi matin à un retour aux affaires courantes mais, décidément, rien n'est simple dans ce quatrième mandat pour Angela Merkel. Après la conclusion épique d'un très droitier accord CDU-CSU sur la politique migratoire, les sociaux-démocrates (SPD) de la coalition gouvernementale ont entamé à leur tour un bras de fer avec la chancelière. Ralf Stegner, leur vice-président, a fustigé mardi après-midi la proposition de créer des camps fermés pour demandeurs d'asile, affirmant qu'ils *"ne verront pas le jour avec le SPD"*. *"Nous ne voulons pas de familles de réfugiés sous surveillance derrière des barbelés."*

Mardi soir, la rencontre à la chancellerie entre les partenaires de coalition a duré deux heures et demie, mais n'a donné aucun résultat.

Plus tôt dans la journée, lors d'une réunion des parlementaires sociaux-démocrates, leur ancien président Martin Schulz avait jugé inacceptable que *"quelques tarés s'invectivent et s'injurient sur la place publique pendant une semaine"* pour qu'à la fin, le SPD n'ait que 24h pour trancher.

**"Les barbelés ne règlent aucun problème"**

Discrets pendant les discussions entre conservateurs, les dirigeants du parti de centre-gauche ont commencé à donner de la voix dès l'annonce de l'accord. Andrea Nahles, la présidente, a alors rejeté le terme de *"centres de transit"* et dit redouter que, sans l'accord préalable des partenai-

res européens concernés, le projet des conservateurs ne soit qu'un *"chèque sans provision"*.

Le débat sémantique sur les lieux de transit découle directement de la crise migratoire de 2015. A l'époque, alors que l'aile droite des conservateurs réclamait déjà la mise en place de *"zones de transit"*, Heiko Maas, l'actuel ministre des Affaires étrangères SPD, les considérait comme des *"lieux de privation de liberté"*. *"Enfermer des demandeurs d'asile comme premier accueil est un très mauvais signal, écrivait-il sur Twitter. Les barbelés ne règlent aucun problème."*

Trois mois à peine après l'entrée en fonction du gouvernement allemand, voilà donc les sociaux-démocrates pris au piège qui leur était promis par leur aile gauche, récalcitrante à gouverner une nouvelle fois avec les conservateurs. La chaîne publique ZDF les a rapidement présentés mardi comme les *"cocus"* de l'histoire, condamnés à avaliser un accord en contradiction avec leurs valeurs affichées ou à s'opposer, au risque de précipiter la chute du gouvernement et la tenue de nouvelles élections, dont ils n'ont rien à gagner.

Très bas dans les intentions de vote, autour de 18%, le SPD risque de plus de voir éclater à nouveau au grand jour les fortes dissensions internes apparues l'hiver dernier. Dès lors, cette passe d'armes avec les conservateurs doit surtout être un moyen pour le SPD de sauver la face, en marchandant son assentiment contre un trophée à présenter à ses membres. Selon le *"Tagesspiegel"*, celui-ci pourrait prendre la forme d'une loi-cadre facilitant l'accès au marché du travail pour les nouveaux arrivés. Ou bien, dans un tout autre registre, d'un paquet de mesu-

res sociales pour les travailleurs.

Le reste de la classe politique n'est pas tendre avec les sociaux-démocrates, boucs émissaires favoris de l'ère Merkel. La gauche radicale Die Linke estime que le SPD ne doit pas "plier" devant la droite dure. Plus cinglante, la cheffe de file des verts, Katrin Göring-Eckardt, a considéré que les sociaux-démocrates seraient les "canards boiteux de la législature" s'ils acceptaient le plan de la CDU-CSU.

Du côté des conservateurs, on tente de rappeler le partenaire de coalition à ses res-

ponsabilités. Un expert des questions intérieures de la CDU a enjoint au SPD de "ne pas céder aux doux rêveurs situés à sa gauche". Annegret Kramp-Karrenbauer, la secrétaire générale des chrétiens-démocrates, a tenté de son côté d'expliquer que l'accord CDU-CSU apportait une "solution concrète, à laquelle les sociaux-démocrates pouvaient adhérer".

En attendant un nouveau rendez-vous des chefs jeudi soir, une réunion exceptionnelle des parlementaires SPD a été convoquée pour ce mercredi.

---

## Épinglé

### Un effet domino en Europe

**L'accord destiné à sauver** le gouvernement d'Angela Merkel, qui prévoit de refouler de nombreux migrants arrivant en Allemagne, a provoqué mardi critiques et interrogations en Autriche et en Italie. Car il prévoit de renvoyer les demandeurs d'asile déjà enregistrés ailleurs dans l'Union vers le pays d'entrée et, à défaut, de les refouler vers l'Autriche voisine.

**Vienne a immédiatement** accusé mardi Berlin de l'avoir mis devant le fait accompli. Et s'est dit, dans un communiqué, "prêt à prendre des mesures pour protéger" ses "frontières sud en particulier", avec l'Italie et la Slovaquie. "Si l'Autriche veut faire des contrôles, elle en a tout le droit. Nous ferons la même chose", a prévenu mardi le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini. Le risque d'un effet domino en Europe est réel.